



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
28 mai 2002  
Français  
Original: anglais

---

### **Lettre datée du 24 mai 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint, présenté par le Guyana en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme  
(Signé) Jeremy **Greenstock**



**Annexe**

**Note verbale datée du 2 janvier 2002, adressée au Président  
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution  
1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste  
par la Mission permanente du Guyana  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Chargé d'affaires de la Mission permanente de la République du Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste et a l'honneur de lui transmettre ci-joint le texte de circulaires publiées par la Banque du Guyana, les 5 et 11 décembre 2001, pour aider les établissements financiers agréés du Guyana à appliquer intégralement les résolutions 1333 (2000), 1368 (2001) et 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

**Pièce jointe****Circulaire No 66/2001**

Le 5 décembre 2001

**Circulaire adressée à tous les établissements financiers agréés**

Le Gouvernement du Guyana s'est engagé à appliquer les résolutions 1333 (2000), 1368 (2001) et 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui portent essentiellement sur le gel de tous les avoirs financiers des terroristes, organisations terroristes et individus et entités liés à des terroristes ou organisations terroristes.

Conformément à ces résolutions, les établissements financiers agréés sont priés de faire immédiatement le nécessaire pour :

- a) Mettre en évidence les avoirs qui appartiennent à des terroristes, à des organisations terroristes, ou à des individus ou entités liés à des terroristes ou à des organisations terroristes et les geler;
- b) Interdire aux terroristes, organisations terroristes, et individus ou entités liés à des terroristes ou à des organisations terroristes d'effectuer ou de recevoir des paiements;
- c) Faire rapport à la Banque du Guyana dans les 30 jours suivant la date de la présente circulaire sur les avoirs mis en évidence conformément au point a) ci-dessus;
- d) Signaler promptement à la Banque du Guyana toute demande de paiement du type visé au point b) ci-dessus.

On trouvera ci-joint une liste indicative à jour de terroristes et d'organisations terroristes\*.

Le Gouverneur  
(Signé) D. S. Singh

---

\* La circulaire No 68/2001 du 11 décembre 2001 et la liste indicative se trouvent dans les archives du Secrétariat et peuvent être consultées.